

BULLETIN

N°6

codesh COMITE D'APPUI AU CODESH AU CHILI



MONUMENT A LA GLOIRE DU TRAVAIL

POUR UN 1^{er} MAI

D'UNITE ET DE

COMBAT.

ABAS LA DICTATURE

EDITORIAL

De puis bientôt sept ans, la dictature militaire frappe le mouvement ouvrier et les masses populaires. Pour ce faire, Pinochet a mis en oeuvre tout ce que lui confère son pouvoir; depuis l'assassinat pur et simple, jusqu'aux manoeuvres les plus grossières, en passant par la liquidation de toutes les libertés démocratiques et politiques de la population. Il en a été ainsi parce que sa nature et sa fonction politique même sont incompatibles avec une expression démocratique minimale de la population en général et du mouvement ouvrier en particulier. C'est par la défaite de la classe ouvrière, qui détient une tradition de combat classiste des plus riches et qui, de par ses luttes, était parvenue à structurer une centrale syndicale unitaire et puissante dans son combat contre le capital, et par la prohibition de son organisation et de sa résistance que la dictature justifie son existence.

La ligne de conduite de toute la stratégie politique de la dictature a été et sera toujours, de créer et d'assurer les conditions les plus avantageuses et les plus favorables possibles pour que la grande bourgeoisie monopoliste nationale et étrangère mène à bien son projet, sans contretemps ni obstacle. Projet favorisant quelques uns et soumettant la plus grande majorité du pays à la misère.

Tandis que la tyrannie, d'un poing, frappe les travailleurs en les condamnant à la surexploitation et à l'esclavage; de l'autre, elle les réprime et les détruit en les empêchant de s'organiser et de résister. La force et le pouvoir de la dictature reposent sur le pilier de la dispersion et de la désintégration de la classe ouvrière. A la lumière des objectifs stratégiques de la tyrannie, les objectifs spécifiques de celle-ci concernant différents secteurs, et plus particulièrement ceux du travail et du syndicat, sont parfaitement clairs. A ce propos, il n'existe aucun décret ou projet mis en place par Pinochet qui ne cherche à accentuer la dispersion et la désintégration de la classe des travailleurs. C'est dans ce contexte que nous devons comprendre le "Plan Laboral".

Cependant, tout n'a pas été "rose" pour la dictature du grand capital. En effet, et par delà des objectifs et illusions, le mouvement ouvrier et les masses populaires commencent à sortir du marasme produit par sa politique. Pour atteindre ce but légitime, la classe ouvrière et les secteurs populaires font preuve de beaucoup d'initiative et de créativité. Pétitions, manifestes, grèves et assemblées proclament le réveil des masses. Ces manifestations de résistance sont la preuve la plus évidente de l'échec de Pinochet et de son cabinet.

La dictature achève à peine sa "dispute" avec les dirigeants syndicaux de la CNS, en tentant de l'écraser, qu'elle doit se retourner, dans le même but, contre les dirigeants estudiantils, à peine termine-elle la rédaction de la loi anti-terroriste, qu'elle se retrouve avec sur les bras le regroupement des familles des prisonniers disparus.

D'une certaine manière, la dictature fait face à ces problèmes en les aggravant. Mais tout ceci ne veut pas dire qu'elle soit complètement battue et qu'elle ne puisse passer à de nouvelles offensives. Ces li-

mites de sa capacité de résistance sont fargées, dans une très grande mesure, par la capacité d'organisation et de lutte dont font preuve le mouvement ouvrier et les masses populaires en combattant pour leurs revendications démocratiques. C'est dans le domaine syndical que la dictature a rencontré les plus grandes difficultés à matérialiser ses objectifs de manière permanente. Demain décisif et crucial pour les objectifs de la tyrannie, puisque, sans la destruction des syndicats et du mouvement syndical, non seulement le projet économique rencontre des difficultés d'application, mais aussi, et surtout, la classe ouvrière commence à renverser la tendance à la désorganisation et à la dispersion, et, par la conquête et l'instrumentalisation de ces organismes, peut, enfin élever sa voix contre la politique en vigueur.

Cette confrontation décisive, que nous retrouvons dans la lutte autour des syndicats (entre les projets des bureaux et la classe ouvrière), et le sens qui en découle, marquera de manière importante le développement de la lutte dans les années à venir. La dictature l'a bien compris. Ce n'est pas par hasard que nous la voyons combiner démagogie et répression ouverte et flagrante. Si, au cours de toutes ces années, son objectif principal a été l'expulsion et la liquidation des dirigeants regroupés dans les CNS, le groupe des 10, CEPCH, FUT, c'est parce que ceux-ci, montrant une indépendance complète vis-à-vis de leurs intérêts spécifiques, ont servi objectivement de "courroie de transmission", aux sentiments réels, bien que déformés, des masses et ont été de ce fait un élément de réactivation de la classe et donc un obstacle aux plans de la dictature.

Dans la situation politique actuelle, caractérisée par le passage d'une situation de désintégration et de désorganisation du mouvement ouvrier vers une situation de réactivation et de recomposition, le mouvement ouvrier ressent comme une nécessité vitale son unité et son organisation autour de ses organisations traditionnelles de lutte; c'est à dire, ses syndicats et ce malgré le fait que ceux-ci ont été fortement affectés par la politique actuelle.

Malgré les difficultés que cela signifie, les travailleurs n'ont pas ménagé leurs efforts pour se faire entendre et commencer le combat. Auparavant, ils ont utilisé la voie de l'église, comment, dès lors, n'utiliseraient-ils pas celle de leurs organisations. Des centaines de grèves ont lieu tout au long du pays, et ceci malgré la misère et le chômage qui en résultent actuellement. Les assemblées syndicales ont commencé un "nettoyage", envoyant à la poubelle ces "dirigeants" que, par décret, la tyrannie leur avait imposé. Mais, l'obstacle principal rencontré par les travailleurs à la centralisation et la généralisation de leur combat, réside dans le manque d'un instrument d'organisation capable de mobiliser les masses unies et organisées. C'est-à-dire une "Centrale Unique des Travailleurs", indépendante et démocratique.

Aucun des courants syndicaux actuels n'est réellement intéressé par la réorganisation d'une CUT sur base d'indépendance et de démocratie. Alors que le "groupe des 10" propose "l'unité" au mouvement ouvrier lié au syndicalisme "libre" et aux traitnes bureaucratiques de la AFL-CIO, agents directs de l'imperialisme, le CNS propose de le bureaucratiser. Pour le mouvement ouvrier, en échange, la réorganisation d'une Centrale Unique des Travailleurs signifie l'acquisition d'un instrument d'organisation qui assure unité, indépendance et démocratie aux travailleurs. Le mouvement ouvrier a besoin de cette réorganisation d'une Centrale unique de travailleurs, il lui faut en finir avec les agents de Pinochet dans les syndicats, non pas pour négocier ses revendications et conquêtes, mais bien plutôt pour lutter afin de les obtenir. Les travailleurs en ont besoin pour étendre

approfondir et développer leur lutte pour la démocratie, la liberté et les salaires. Ils en ont besoin pour combattre, ensemble, la tyrannie et les patrons qui les exploitent. Et, pour y parvenir, il faut que la CUT soit démocratique; que chaque travailleur puisse y exprimer ses idées; que les dirigeants y soient élus par tous et soient au service des travailleurs et non du patronat; que chaque tendance du Mouvement ouvrier puisse participer à chaque instance, mais que lorsqu'il s'agit de passer à l'action, elle frappent ensemble. En résumé une CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS qui reprenne et récupère pour le mouvement ouvrier les principes sur la base desquels a été constituée la CUT en 1953.

Ce sont là les défis.

C'est avec ceux-ci que la classe ouvrière chilienne commémorera ce nouveau 1° mai et c'est, précisément à ceux-ci que nous devons nous efforcer de procurer toute solidarité que nous pouvons canaliser.

- DEVELOPPONS LA SOLIDARITE DIRECTE AVEC LES GREVES ET LES CONFLITS DES TRAVAILLEURS CHILIENS.
- CONTRE LE "PLAN LABORAL".
- POUR LA REORGANISATION D'UNE CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS, UNITAIRE, CLASSISTE, DEMOCRATIQUE, INDEPENDANTE.
- A BAS LA DICTATURE.

Liste de grèves au cours des premières étapes de négociation du "plan laboral".

Le "Plan Laboral" est le cadre juridique que la dictature a voulu imposer aux conflits sociaux du travail. Il s'agit, pour la dictature, de maintenir l'"atomisation" des travailleurs par des moyens juridiques : qui viendraient compléter les tâches répressives de l'appareil policier mis en place au lendemain du coup d'Etat. Ses principales caractéristiques sont : qu'il :

- 1° Consacre et stimule le divisionisme dans les syndicats
- 2° Permet que les dirigeants négocient et parviennent, éventuellement, à des accords avec le patronat, même à l'encontre de la volonté de la base.
- 3° Accorde le "droit de grève", mais après maintes tracasseries bureaucratiques ayant pour but de décourager les travailleurs par toute sorte de pressions et chantages.
- 4° Interdit explicitement toute solidarité entre les syndicats de différentes entreprises, même pour un même secteur. Ainsi, les travailleurs d'une entreprise sont condamnés à mener une lutte isolée, face à des patrons qui ont toute liberté pour se concerter et prendre des décisions collectives. La solidarité entre travailleurs est considérée comme un acte politique et donc punie par la loi.
- 5° Permet le "Lock-out" patronal (après 60 jours de grève, les travailleurs qui ne réintègrent pas leur poste de travail sont considérés comme démissionnaires), et l'engagement de "jeunes" et de "briseurs de grèves" qui remplaceront les travailleurs en grève.
- 6° La loi interdit toute organisation sectorielle ou nationale des travailleurs, qui centralise et coordonne les luttes.

De plus le taux de chômage extraordinairement élevé (13 à 15% de la population active) et la répression policière constante contribuent à aggraver les conditions déjà difficiles de la lutte des travailleurs. C'est pourquoi, comme l'a indiqué un dirigeant syndical "la négociation collective actuelle ressemble plutôt à une boucherie collective" dans laquelle le gouvernement et le patronat ont déguisé sous des dehors juridiques l'état actuel des choses où la répression et le terrorisme dictatorial sont la norme de résolution des problèmes du travail au Chili.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que la plupart des syndicats qui ont décidé de lutter pour leur droits légitimes tentent d'utiliser l'étroite marge laissée par le plan laboral, ont obtenus de maigres résultats.

Entreprise	Type de Syndicat	N° de Travail.	Revendication (% du hausse)	Co trepro position	Jours de grève	Accord final
Lab. Pfizer	Employes	1050	18.6	9.6	31	9.6
Imprenta An Galién	Ouvriers	21	20.6	0	25	7.6
Hospital A Leman	Unique	108	16.6	9.6	18	9 -13.6
Huachipato	Unique	4.700	36	3.6	10	3.6
Sastrex		47	4.2	2	15	2
Salomé	Unique	78	6.2	1	25	6
Grace Co.	unique	130	16 à 26	5 à 23	15	5 -23
Mina Veta de Agua	ouv.	111	30	26	11	29
Confites Serrano	ouv.	102			6	6
Minera Sa gasca	ouv.	311	16	12	17	14
Goodyear	ouv.	600	19	6.4	17	13.2
Coreza §	ouv.	210	53	0	59	0
Enlozados						
Condor	ouv.	173	60	2.0	59	2.0
Hilos Ca- dent	empl.	200	16	-	17	10.
Cornecanica	unique	550	30	7	-	4.0
Copebene		56	50	-	22	16
Pesquera						
Coloso	employes	57	20	7	5	11

§ Les patrons ont déclaré lock-out

1 MAI : CONTRE LE "PLAN LABORAL" DE LA DICTATURE
POUR LA RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER CHILIEN

Nous apellons tous les exiliés chiliens et toutes les organisations et tendances de la lutte ouvrière et de solidarité à manifester le 1er Mai.

Sept ans après le coup d'état réactionnaire de Pinochet, la Dictature n'a pas réussi à aneantir le mouvement ouvrier et populaire chilien.

La Dictature Militaire réactionnaire de la Grande Bourgeoisie et de l'Imperialisme américain, a abrogé au Chili toutes les libertés politiques syndicaux et culturelles des travailleurs chiliens, en instraurant un régime de terreur et persécution contre le peuple.

Les droits élémentaires du peuple, tel que le droit a la vie, le droit de manger à sa faim, au travail, d'association, etc, sont bafoués tous les jours au Chili, par la Dictature de Pinochet, soutenue par Carter et le Grand Capital International.

Malgré toute cette action répressive, les travailleurs chiliens continuent leur lutte pour la Liberté, la Démocratie et le Socialisme.

APPUYONS LA RECONSTRUCTION DE MOUVEMENT OUVRIER CHILIEN EN LUTTANT:

- CONTRE le "Plan Laboral" de la Junte;
- POUR l'unité du mouvement ouvrier et populaire et de leurs organisations légales, tolérées et illégales;
- POUR le droit d'association, la liberté pour les partis politiques et des elections libres au suffrage universelles;
- POUR la réorganisation d'une Centrale Unique de Travailleurs, unitaire, démocratique et pour la lutte de classe;
- POUR le retour sans conditions des exiliés;
- POUR l'abrogation de toute legislation répressive contre le peuple;
- POUR éclaircir la situation des personnes disparues;
- CONTRE la répression à légard du peuple Mapuche;
- POUR le boycott international de la Junte Militaire.

A BAS LA DICTATURE !!!

MANIFESTONS LE PREMIER MAI AVEC LA FGTEB

CODESH-BELGIQUE

Le 8 mars dernier, à Santiago du Chili, un rassemblement a eu lieu pour fêter "la journée internationale de la femme". Au cours de celui-ci, 150 personnes ont été arrêtées par les forces répressives de la dictature chilienne. Les détenus ont commencé le 11 mars une grève de la faim en protestation contre la loi de relégation approuvée dernièrement par la dictature et qui lui donne la faculté de transférer en divers points -les plus éloignés- du pays, pour des périodes indéterminées, toutes personnes, sous l'unique prétexte qu'elle met en danger la sécurité interne du pays. Plusieurs détenus ont subi, malgré tout les effets de cette législation, tandis que d'autres ont été remis en liberté.

Le CODESH-BELGIQUE, Comité d'Appui pour la défense des Droits Humains et Syndicaux au Chili, a lancé un appel à la solidarité active du peuple belge en faveur des prisonniers chiliens qui, aujourd'hui encore, souffrent la dure répression de la dictature.

Il vous propose d'envoyer télégrammes et lettres de protestation exigeant la liberté inconditionnelle des détenus et le retour des relégués.

LES LETTRES DOIVENT ETRE ENVOYÉES A L'ADRESSE SUIVANTE :

Augusto Pinochet U.
Edificio "DIEGO PORTALES"
SANTIAGO CHILI

Nous vous demandons aussi d'écrire pour appuyer la lutte des détenus pour leur liberté à :

VICARIA DE LA SOLIDARIDAD
Plaza de Armas 144
SANTIAGO CHILI

Nous vous invitons à participer aux luttes du peuple chilien pour la défense de ses droits humains et syndicaux. Inscrivez-vous au CODESH-BELGIQUE qui développe des activités de solidarité et apportez ainsi votre appui à la lutte du peuple chilien. Les réunions ont lieu tous les 15 jours, le jeudi à 20 heures dans le local de la Maison Latinoaméricaine 41, rue de Suède - 1060 BRUXELLES.

N° DE SOUTIEN DU CODESH BELGIQUE : 001-0832178-CI

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DU SALVADOR

L'Unité et la force des organisations révolutionnaires et démocratiques du Salvador se consolident et s'accroissent dans leur lutte contre l'oligarchie et l'Impérialisme Yankee.

Malgré la répression sanglante du peuple déclenchée par l'oligarchie, au moyen du gouvernement militaire et aussi de leurs groupements politico-militaires "privés", le peuple Salvadorien ne s'est pas laissé intimider et continue son combat.

Le CODESH (Comité de Défense des droits syndicaux et humains au Chili) est tout à fait solidaire de la lutte du peuple frère du Salvador et de son expression politique, la "Coordinadora Revolucionaria de Masas", contre la grande bourgeoisie et l'Impérialisme, pour la libération nationale, la démocratie et le socialisme.

En même temps, l'offensive des forces révolutionnaires du Salvador constitue un appui effectif à la lutte du peuple et de la classe ouvrière chilienne pour sa libération et pour le socialisme.

L'évolution et la lutte des classes au Salvador révèle, une fois encore, le caractère réactionnaire et proimpérialiste de la Démocratie Chrétienne, qui n'hésite pas à participer à une "Junta" militaire qui a bafoué tous les droits du peuple, et qui a ensanglanté le pays avec ses crimes.

Les chrétiens honnêtes et progressistes ont pris parti pour le peuple et dénoncent d'une façon claire les crimes de la bourgeoisie. C'est justement parce qu'il a dénoncé ces crimes que Mgr Romero a été assassiné. -

LE PROGRAMME DE LA "COORDINADORA REVOLUCIONARIA DE MASAS"

(résumé)

A) Mesures immédiates sur le Plan Politique :

1) Abolition de toutes les formes de répression contre le peuple et liberté pour tous les prisonniers politiques.

2) Eclaircissement de la situation des prisonniers et des "disparus" depuis 1972 et châtement pour les responsables (militaires ou civils) des crimes contre le peuple.

3) Désarmement et dissolution effective des corps répressifs : "ORDEN", "GARDE NATIONALE", "POLICE NATIONALE", et toutes les formes de police avec les sections spéciales et les bandes para-militaires de l'oligarchie, vouées à l'action criminelle contre le peuple.

4) Dissolution des actuels pouvoirs d'état (Exécutif, Judiciaire et Legislative) et abrogation de la Constitution Politique.

Le gouvernement révolutionnaire démocratique édictera une loi constituante et organisera l'état de manière à garantir les droits et libertés du peuple . Le gouvernement révolutionnaire adhèrera à la Déclarataion Universelle des Droits de l'Homme de l'O.N.U..

Cette loi constituante sera d'application jusqu'au moment où le peuple Salvadorien établira x une Constitution conforme à ses intérêts.

5) Restructuration du pouvoir municipal , qui deviendra un organe de participation des masses à la gestion de l'état , un véritable prgane du pouvoir populaire .

6) Programme d'éducation liberatrice.

7) Développement de l'Armée Populaire qui deviendra le bras armé du peuple, fidèle aux intérêts de la révolution.

8) Notre pays se retirera du "CONDECOR" et du "TIAR" , et de toute autre organisation assignée aux interventions de l'imérialisme dans les pays de la région .

9) Etablissement de x relations diplomatiques avec tous les pays , sans discriminations, sur base de l'égalité , coexistence mutuelle et respect de l'autodétermination. Relations d'amitié avec les autres pays d'Amérique Centrale , spécialement avec le Nicaragua, comme expresion des idéaux communs entre notre révolution et la révolution sandiniste .

Notre pays adhèrera au Mouvement des Pays Non Alignés.

B) CHANGEMENTS STRUCTURELS

1) Nationalisation du système bancaire et financière , sans affecter les dépôts du public.

2) Nationalisation du commerce extérieur .

3) Nationalisation de la production et distribution de l'électricité.

4) Nationalisation de la production du pétrole .

5) Expropriation , selon les intérêts de la Nation, des monopoles industriels , commerciaux et des services.

6) Réforme Agraire qui expropriera les grands propriétaires , et redistribution des terres parmi les masses paysanes.

La Réforme Agraire ne s'attaquera pas au petit et moyen propriétaires , qui de plus recevront des appuis pour une meilleure production .

7) Réforme Urbaine en faveur du peuple , sans s'attaquer à la petite et moyenne propriété.

8) Transformation du système fiscal pour liberer les travailleurs, et diminution des impôts sur les biens et services populaires.

9) Politique d'aide financière et technique à la petite et moyenne entreprise privée dans tous les secteurs de l'Economie.

LA REALISATION DE CE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE ne sera possible
qu'à partir de l'instauration d'un Pouvoir Révolutionnaire et
Populaire.-

POEMA DE UN NIÑO de 3 años

Si yo fuera mago por dies minutos

Me aria gigante
sacaria los presos del edificio

Y tiraría la carcel
acerme como antes

y después aria a los milicos

que piensen vien
y no me ndar el mundo

y que no se metan en cosas de otros

despues aria que aparezcá
la gente sin plata
porque sin plata viven mas lindo
y que las cosas se compren sin
dinero .

anonimo/

Poème d'un enfant de 3 ans

Si j'étais magicien pendant dix
minutes

Je me ferais géant
Je tirerais les prisonniers du
bâtiment

Je demolirais la prison
Tout redeviendrait comme avant

Je remettrais l'esprit des soldats
en place
et je leur demanderais qu'ils ne
commandent plus le monde

et qu'ils ne se mêlent plus des
affaires des autres

ensuite je créerais un monde
où les gens n'ont pas d'argent
parce que sans argent , ils sont
plus beaux

et où les choses s'achèteraient
sans argent.

anonyme/

RESOLUTIONS DE LA REUNION DES CODESH EUROPEENS

En accord avec la plate-forme émise par le CODESH-CHILI ; les CODES et CODESH d'Europe, réunis à Bruxelles les samedi et dimanche 15 et 17 février 1980, ont décidé de la plate-forme suivante :

- 1° Contre le "Plan laboral" de la Junte Militaire ; contre la rélémentation syndicale.
- 2° Contre la division et la dislocation. Pour l'unité du Mouvement Ouvrier, de toutes plate-formes et fédérations ; de tous syndicats et Comités ouvriers, léraux, semi-léraux ou illéraux.
- 3° Droit d'Associations, liberté pour les partis politiques, élections libres et universelles. Pour le libre fonctionnement de tous les organismes des travailleurs.
- 4° Pour l'organisation d'une Centrale Unique des Travailleurs qui parte d'une orientation classiste, unitaire et démocratique, comme celle exprimée dans le programme de la C.U.T. de 1965, et issue d'un bilan critique de l'expérience, tant positive que négative de celle-ci.
- 5° Pour le retour inconditionnel des exilés.
- 6° Pour la remise en liberté immédiate de tous les prisonniers politiques et syndicaux.
- 7° Pour la dérogation de toutes législations répressives.
- 8° Pour l'éclaircissement de la situation des disparus.
- 9° Pour que prennent fin les discrimination, répression et persécution du peuple Mapuche et pour l'appui à ses justes luttes.
- 10° Pour un boïcot international de la Junte militaire.

A PAS LA DICTATURE !

Les accords suivants ont été pris, concernant les actes de solidarité au niveau de l'Europe :

- A) Le développement d'une vaste campagne de solidarité au niveau européen, avec pour consigne : "Pour la recomposition du Mouvement Ouvrier ; contre le "Plan laboral". Ce qui implique le maintien de relations étroites avec les organisations syndicales de chaque pays et avec toutes les organisations de solidarité qui y travaillent.

- 1) La réalisation d'une mobilisation simultanée unitaire le 1^o mai avec pour consigne : "Pour la recomposition du mouvement ouvrier ; Contre le "Plan laboral".
- 2) Une correspondance permanente avec les syndicats et fédérations au Chili, afin de poursuivre une information des travailleurs européens et des organisations de solidarité en ce qui concerne les problèmes relatifs à chacune des branches de la production.
- 3) Un appui à toutes les luttes du Mouvement Ouvrier et Populaire contre la dictature : par exemple, en fournissant une aide économique directe aux syndicats qui partent en grève malgré les conditions de répression en vigueur aujourd'hui au Chili.
- 4) L'appel à la participation de tous les organes de solidarité et du mouvement ouvrier aux actes unitaires contre la dictature chilienne.
- 5) Dans ce sens, nous faisons appel à tous les organismes de solidarité, à participer à une rencontre qui permette la coordination de l'appui à la réorganisation du mouvement ouvrier chilien. Cette rencontre aura lieu fin 60 et sera organisée et appuyée par les CODES & CODESH et la revue FRA JA.
- 6) Les Comités de soutien au CODESH feront appel à toutes les organisations politiques qui se réclament du mouvement ouvrier et aux organisations de solidarité, pour réaliser une campagne financière en vue de constituer un FOND qui sera destiné à AFFUYER TOUTES LES LUTTES DU MOUVEMENT OUVRIER, spécialement celles contre le "Plan laboral" de la dictature. Le Fond sera administré par les CODESH

De plus, les résolutions suivantes de fonctionnement et de publication ont été prises :

- Le CODES BRENOLE reproduira le plus possible de bulletins du CODESH Chili et les enverra, contre remboursement aux différents CODES et CODESH.
- Il reproduira également une affiche du CODESH Chili au nom des CODESH Européens.

- Sur base des matériaux du CODES BRENOLE et de la traduction effectuée par le CODES PARIS et le CODES BELGIQUE, l'on publiera un dossier en français, aux fins de relations avec les organisations syndicales et de solidarité.
- Le CODES PARIS publiera un bulletin d'information ; le CODES BELGIQUE publiera et enverra un rapport mensuel (tous deux se référant à l'activité syndicale et de solidarité).
- Le CODES PARIS fera appel aux CODES d'Europe (chaque vendredi), afin de récolter et de distribuer des informations.
- Il a été décidé d'impulser au maximum l'appui à chaque lutte concrète, en nommant dans chaque CODES ou CODES un responsable, un coordinateur ou une commission chargée d'appuyer cette lutte au Chili.

Ces résolutions ont été adoptées à la majorité. Tous les participants à la discussion ont voté (20 personnes environ ; 5 venant d'Angleterre, 1 d'Allemagne, 5 de France et 12 de Belgique).